

Nathalie-Dalilà BOITAUD

Manifester la rue en théâtre,
espaces rêvés / espaces publics



Née en 1978 à Paris, vit et travaille à Uzeste (Hautes Landes Gironnaises)

Comédienne, auteur et metteur en scène.

Rejoint la compagnie Lubat à l'âge de 18 ans, et travaille depuis aux vastes chantiers d'éducation artistique, à la rencontre des enfants, adolescents, mais aussi des populations dites marginalisées (hôpital psychiatrique, prisons, foyers pour personnes handicapées, maisons de retraite...).

Au sein de la compagnie Lubat, elle est une voix, enfourchant le texte comme un instrument de musique, dans le corps, dans le sauvage du rythme et de l'improvisation. Diplômée du Groupe Français d'Education Nouvelle, elle anime également de nombreux ateliers d'écriture, en France et à l'étranger.

En 1998, elle fonde la compagnie Uz et Coutumes, dont elle assure depuis la direction artistique. Entourée de quinze comédiens, danseurs, plasticiens, elle arpente les rues et les quartiers, à la recherche de l'instant poème dans l'espace public. Théâtre du bitume et du chaos, la compagnie signe cette année sa septième création pour la rue.

La rue c'est l'utile propos. Le lieu, l'enjeu, l'espace pour cela que l'on nomme relations.

On s'y achemine t pour rejoindre au plus près, l'autre, le semblable et le différent, celui qui vient, celui qui passe, celui qui est le voisin, le concitoyen. Celui à qui il est nécessaire de parler pour éviter l'autisme, l'endormissement, la bêtise inhérente à l'isolement. L'art est un vecteur de lien social. La rue en est la réalisation pratique. Quel autre rêve de démocratie ? Quelle autre poésie du chaque jour ?

Il s'agit de se voir au monde dans le reflet d'un espace.

La rue, jouer ou manifester, c'est intervenir au point précis de cette intersection où chaque chose se décompose pour donner naissance à une forme nouvelle chaque fois, que chacun nomme, que chacun s'approprié et diffuse. Le lieu est commun, ouvert, sans frontière.

Et tout cela varie et change, et dans ce « rien n'est figé », transpire ce quelque chose que l'on pourrait nommer l'espoir.

Ce lieu de vision, et par enchaînement logique, ce lieu de paroles, d'interactions, de conscience, de dialectique de l'être avec l'autre ; le théâtre le maté-

rialise l'espace d'un instant et l'on sait que cela dure et réapparaît ailleurs et autrement.

Tous les flux et reflux de l'immense énergie humaine, sont des points de rassemblements où les différences de l'être s'accordent en un débat commun. Le but n'est pas de tomber d'accord, d'asseoir une opinion, mais bel et bien d'interroger l'espace public, là où, de fait il est interrogé. La parole et les engagements ne sont pas l'apanage d'une élite.

L'élite est dans la rue.

L'artiste a besoin de son époque, l'époque a besoin de ses artistes. Puis advient le désir au delà du besoin, désir de soi, d'autres, de métissages de nos pensées, de caresses des maux entre eux, et lorsque le désir est l'ordre du jour, nous faisons reculer la nuit, l'obscur.

Il y a celles et ceux qui depuis leurs bureaux et leurs portefeuilles tiennent les manettes de nos sociétés, brassent les humains comme des chiffres d'affaires, et en dessous, en bas, dans la rue, celles et ceux qui sans pouvoir, mais vivants, partagent cela qui « nous regarde », dans l'instant d'un poème. Ce n'est pas une révolution, mais un

soulèvement, cela se nomme humanité, et nous en sommes les témoins.

Car il y a que l'on peut en rire, que l'on peut en dire, et que cela se nomme la liberté.

Il reste la possible conscience avec humour, dérision et poésie, que l'homme tient entre ses mains l'histoire entière de ses passions, de ses drames, de ses ignorances. Le théâtre est une percée dans le réel.

Il y a derrière chaque costume de vie, cet enfant qui s'insurge et qui revendique, et qui est un entier caprice de ce désir de vivre. Il y a sur ce plateau de la rue, la reconnaissance de cet état, la joie mêlée aux larmes d'un langage inaltéré.

Notre propos s'ajoute à la mouvance du monde. L'artiste a cette chance de s'ouvrir publiquement dans ses ébats d'avec l'alentour. Il invite et propose et redevient lui-même lorsqu'il rencontre. La parole est une valeur lorsqu'elle décuple.

Puis vient la rouille des civilisations, alors il faut recommencer.

Voilà, l'art est un recommencement. ■

ÉDITO

Bonne nouvelle ils sont partis en congé. Ils, les membres du gouvernement, vont se reposer. L'information à retenir c'est qu'ils ont bien travaillé, le rythme des réformes est tenu, disent-ils. Nicolas et François se reposent pour reprendre en pleine forme leur travail.

Ils en ont bien le droit mais même à cette occasion ils font dans la provocation. Alors que la politique qu'ils mettent en œuvre éloigne un plus grand nombre de salariés du droit eux aussi à se reposer.

C'est ce qu'on appelle de la communication. Le gouvernement pense avoir bien travaillé et le dit haut et fort, même si une très grande majorité de citoyens ne lui fait pas confiance et qu'une grande partie d'entre eux agit contre les méfaits de leur politique.

Les annonces faites en plein mois de juillet ne laissent envisagées aucune modification d'orientation de cette politique, bien au contraire.

Une de ces annonces est significative à plus d'un titre. Elle concerne la protection sociale. Ils affirment l'assuré que social ne sera pas frappé par le nouveau train de rigueur sur l'assurance maladie. Pourtant faire supporter la charge des mesures par les mutuelles conduira à une augmentation du coût de celle-ci. Et c'est bien l'assuré social qui paye les cotisations. Les associations de malades qui dénoncent les mesures présentent ont raison de dire que nous allons progressivement vers une assurance maladie individuelle, privé.

Oui ils font de la communication, l'objectif est de faire croire que la France ne peut pas assurer un haut niveau de protection sociale à ses citoyens. En fait c'est notre modèle social qui est remis en cause. C'est la Sécurité Sociale qui est détruite, le droit aux soins et à une retraite pour tous supprimés. Rappelons-nous que c'est dans une période d'après guerre, dans une France bien moins riche qu'aujourd'hui, que la Sécurité Sociale a été réalisée.

Les choix des dirigeants de la France sont bien de favoriser, les intérêts, les profits d'une minorité. Au détriment de la santé, du bien être, du plus grand nombre. Oui les moyens existent pour une protection sociale de haut niveau dans notre pays. C'est bien un choix de société qu'ils font en n'utilisant pas ces moyens existant pour l'épanouissement humain, la réponse aux besoins

sociaux en tout domaine.

Pourtant ce sont bien les investissements dans la santé, l'éducation, la formation, la culture l'environnement, les services publics, etc. qui permettent le développement de la société. Ces investissements développant la réponse aux besoins des hommes et des femmes ne sont pas des charges à supporter mais construisent l'avenir de notre pays.

Il faudra sans aucun doute l'intervention de chacun, collectivement, pour inverser au quotidien et partout les choix faits. ■

Bernard Soubaigné

LE POUVOIR D'ACHAT
EN SEPTEMBRE



INTERVENTION DE LAURENCE ROBERT POUR LA CGT AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL RÉGIONAL

ÉLÉMENTS DE CONJONCTURE 2008



Monsieur le Président, Cher(e)s Collègues

La discussion autour des éléments de conjoncture est toujours l'occasion de faire un tour général de la situation économique dans la région et de soulever, faute de données exhaustives sur le sujet, les questions sociales qui découlent des chiffres et appréciations communiqués par l'INSEE, la Banque de France et les Conseillers du CESR.

Indépendamment des inquiétudes qui peuvent ressortir de l'avis soumis à notre vote sur un avenir proche tant au niveau mondial, qu'euro-péen, national et aquitain, je voudrais revenir, au nom de la C.G.T., sur le bilan économique des années passées et en particulier celui de l'année 2007.

En février 2008, lors de la « **présentation complémentaire des éléments de conjoncture** », il avait été constaté que l'année 2007, comme les années 2006 et 2005 avait été favorable pour le développement de l'activité économique en AQUITAINE.

Ces appréciations avaient été confirmées lors de la présentation du compte administratif du Conseil Régional le mois dernier.

En effet, les rentrées fiscales, et plus particulièrement celles issues de la **Taxe Professionnelle**, avaient été supérieures

aux prévisions notamment du fait de l'élargissement de l'assiette de l'impôt du à l'augmentation des investissements réalisés par les entreprises régionales.

C'est ce que nous avait expliqué le **Directeur général des Services du C.R.A.** lors de son intervention devant les 4 commissions le 11 juin dernier.

Ces éléments sont confirmés par l'**Administration Fiscale** qui, s'agissant notamment de la Gironde, a communiqué des chiffres montrant qu'au cours des dernières années, les rentrées fiscales **spontanées** en provenance des entreprises ont augmenté de manière nettement plus importantes que le coût de la vie.

En effet, les rentrées de **T.V.A.**, versées directement par les entreprises commerciales ou non, ont augmenté de + 5.68 % en 2006 par rapport à 2005 et de + 9.64% en 2007 par rapport à 2006.

Dans le même temps, les impôts payés « sans contraintes » par les sociétés assujetties à l'**Impôt sur les Sociétés** ont progressé de + 15 % en 2006 par rapport à 2005 et de + 13 % en 2007 par rapport à 2006.

S'agissant de cet impôt, dans le même temps, le taux diminuait de plus de 10 % du fait de la suppression de la surtaxe « Juppé » instaurée en 1995.

Ces chiffres communiqués par la **Direction des Services fiscaux de la Gironde** ne prennent pas en compte les paiements de ces 2 impôts par les grandes entreprises, celles-ci relevant d'une gestion centralisée en région parisienne.

Ils confirment la réalité d'une situation économique en Aquitaine qui a permis de voir les **marges et les bénéfices des entreprises augmenter de manière plus que significative au cours des dernières années.**

Malheureusement, force est de constater qu'il n'en est pas de même pour les revenus des salariés !

Les chiffres rapportés par l'INSEE (page 127 du rapport) tirés de l'exploitation des D.A.D.S. montrent que les **salaires moyens en Aquitaine n'ont pas suivi la même courbe de croissance suivant péniblement l'inflation** et se situant quelquefois nettement en dessous de celle-ci comme en 2003.

Certes, les chiffres communiqués par l'INSEE ne se rapportent pas aux mêmes années que celles relatives aux paiements des impôts, mais c'est la tendance qu'il est nécessaire d'analyser.

A ce propos, il convient de noter que s'agissant des salaires annuels nets moyens versés, la **situation de l'Aquitaine s'est dégradée par rapport à d'autres régions.**

Elle était à la **10^{ème} place en 2006 (salaires de 2003)**, et se situe, depuis à la **13^{ème} place**, les salaires moyens versés dans des régions comme Provence Alpes Côte d'Azur et même la Bourgogne et Champagne Ardenne ayant augmenté plus qu'en Aquitaine.

Malgré l'amélioration de leur situation financière, les entreprises en Aquitaine ont préféré servir leurs actionnaires plutôt que les salariés qui ont pourtant concouru pour une large part à cette amélioration.

Une fois de plus, les chiffres démontrent qu'en Aquitaine, comme dans les autres régions sans doute, le « **coût** » - comme le disent les employeurs - des salaires n'a pas plombé la compétitivité des entreprises et confirme la tendance constatée depuis de nombreuses années sur la part de plus en plus faible des salaires et cotisations sociales dans la valeur ajoutée produite par l'activité économique.

Ces éléments doivent être intégrés dans les données qui nous sont communiquées afin que les analyses que nous sommes amenés à tirer, soient le reflet d'une situation dans laquelle tous et chacun puisse se retrouver.

En attendant, et plus que jamais, la **situation économique, notamment en Aquitaine le montre :**

- **une augmentation des salaires est possible !**
- **une augmentation des salaires est nécessaire !**

Je vous remercie.

* **rapport consultable sur www.cesr-aquitaine.fr**